

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 144 | 20-26 mars 2023

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 77 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

22 mars : Les procureurs d'Antalya ont ordonné la détention de 21 personnes au motif qu'ils ont fourni un soutien financier à des personnes emprisonnées pour des liens présumés avec des groupes terroristes de gauche.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

20 mars : La police de Kocaeli a brièvement détenu deux personnes suite à leur participation à une célébration du Newroz.

21 mars : La police de Diyarbakır a arrêté 160 personnes qui s'étaient rassemblées pour célébrer le Newroz.

23 mars : Un tribunal d'Istanbul a décidé d'acquitter la militante pour la paix Hanife Yıldız qui a été jugée pour une manifestation en mai 2022.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

20 mars : Un tribunal a arrêté le journaliste Hamdullah Bayram, détenu depuis le 16 mars.

20 mars : Des responsables gouvernementaux à Hatay ont confisqué et détruit le matériel de trois journalistes grecs qui couvraient l'actualité.

20 mars : Les procureurs d'Istanbul ont ouvert une enquête sur le journaliste Mehmet Ali Erdoğan en raison d'un reportage qui contenait une référence au « Kurdistan ». Erdoğan a été convoqué par la police pour un interrogatoire dans le cadre de l'enquête.

20 mars : Un tribunal de Rize a décidé de bloquer l'accès à Engelliweb, une plateforme de surveillance de la liberté de la presse qui rend compte de la censure en ligne.

20 mars : Un tribunal d'Istanbul a imposé la censure sur un livre écrit par l'écrivain Yavuz Ekinci au motif qu'il contenait de la propagande terroriste. La décision signifie que le livre sera interdit de vente et que les exemplaires qui sont déjà sur le marché seront confisqués par les autorités.

21 mars : Un tribunal d'Izmir a décidé de bloquer l'accès à quatre reportages couvrant des allégations de corruption et de fraude concernant le politicien du parti au pouvoir Doğan Çelik.

21 mars : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à trois reportages sur des allégations selon lesquelles un gouverneur de district aurait été réaffecté ailleurs en raison des liens présumés de son frère avec la mafia.

22 mars : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK), l'organisme de réglementation de la radiodiffusion, a imposé des amendes et des interdictions temporaires de diffusion aux chaînes critiques du gouvernement Halk TV, Show TV et Fox TV en raison de leur programmation.

23 mars : Des rapports ont indiqué qu'au cours du mois dernier, les tribunaux ont bloqué l'accès à six sites Web utilisés par des organes d'information pro-kurdes ou de gauche.

24 mars : Les procureurs d'Istanbul ont inculpé le journaliste Bülent Kılıç pour avoir insulté et résisté à des policiers qui l'ont brutalement détenu alors qu'il couvrait une marche des fiertés en 2021. Les procureurs n'ont trouvé aucune raison d'enquêter sur les brutalités policières subies par Kılıç.

24 mars : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à deux reportages sur les liens présumés d'un parti politique de droite progouvernemental avec l'extrémisme.

25 mars : L'auteur Cemil Kılıç a été agressé par des inconnus devant son domicile à Istanbul.

LIBERTÉ DE CIRCULATION

21 mars : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé que la Turquie avait violé les droits des universitaires Alphan Telek, Edgar Şar et Zeynep Kivilcim dont les passeports avaient été révoqués en raison de leur révocation de la fonction publique pendant l'état d'urgence post-coup d'État.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

24 mars : Les procureurs d'Istanbul ont inculpé le journaliste Bülent Kılıç pour avoir insulté et résisté à des policiers qui l'ont brutalement détenu alors qu'il couvrait une marche des fiertés en 2021. Les procureurs n'ont trouvé aucune raison d'enquêter sur les brutalités policières subies par Kılıç.

MINORITÉ KURDE

20 mars : La police de Bursa a brièvement détenu le dirigeant local du HDP, Mehmet Dilek.

20 mars : La police de Kocaeli a brièvement détenu deux personnes suite à leur participation à une célébration du Newroz.

21 mars : La police de Diyarbakır a arrêté 160 personnes qui s'étaient rassemblées pour célébrer le Newroz.

22 mars : L'association du barreau de Diyarbakır a déposé une plainte pénale contre des policiers qui auraient torturé un garçon kurde de 14 ans lors des célébrations du Newroz dans la province.

22 mars : La police d'Izmir a arrêté sept personnes, dont le cadre du HDP İdil Uğurlu.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

26 mars : Une Afghane de 18 ans détenue dans un centre de rapatriement à Iğdır a déposé une plainte pénale, affirmant avoir été violée le 6 mars par 4 autres détenus qui séjournent dans le même centre. Les rapports indiquent que les autorités n'ont rien fait et que la femme est toujours détenue au même endroit que les présumés contrevenants.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

22 mars : L'association du barreau de Diyarbakır a déposé une plainte pénale contre des policiers qui auraient torturé un garçon kurde de 14 ans lors des célébrations du Newroz dans la province. Cinq agents ont été suspendus de leurs fonctions en rapport avec l'incident.

24 mars : Des policiers d'Erzurum ont agressé physiquement le marchand ambulancier Nuri Bayraktar et ses deux fils en raison d'une dispute.

24 mars : Les procureurs d'Istanbul ont inculpé le journaliste Bülent Kılıç pour avoir insulté et résisté à des policiers qui l'ont brutalement détenu alors qu'il couvrait une marche des fiertés en 2021. Les procureurs n'ont trouvé aucune raison d'enquêter sur les brutalités policières subies par Kılıç.

25 mars : La police d'Izmir a agressé physiquement des avocats qui se sont rendus dans un poste de police pour rencontrer trois détenus.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

21 mars : Des combattants soutenus par la Turquie dans le nord de la Syrie auraient tiré sur une famille de Kurdes célébrant Newroz, tuant au moins quatre personnes.